

La Panique financière de 1819 et les patriotes de 1837 : nouveau regard sur le rapprochement anglo-américain et la « démocratie jacksonienne »

Jason M. Opal et Julien Mauduit

La Guerre de 1812 entre histoire, mémoire et perspectives

Volume 25, numéro 2, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038801ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1038801ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Opal, J. M. & Mauduit, J. (2017). La Panique financière de 1819 et les patriotes de 1837 : nouveau regard sur le rapprochement anglo-américain et la « démocratie jacksonienne ». *Bulletin d'histoire politique*, 25 (2), 193–221. <https://doi.org/10.7202/1038801ar>

La Panique financière de 1819 et les patriotes de 1837: nouveau regard sur le rapprochement anglo-américain et la « démocratie jacksonienne »*

JASON M. OPAL
Université McGill

avec la collaboration de
JULIEN MAUDUIT
Université du Québec à Montréal

À la fin de l'année 1837, les patriotes canadiens ainsi que leurs soutiens dans les États républicains voisins pensaient que le gouvernement des États-Unis les soutiendrait dans leur lutte. Au Haut-Canada, durant le printemps, William Lyon MacKenzie joignait à ses habituelles harangues contre l'Empire britannique des vues enivrantes sur un avenir américain. Il s'enthousiasmait: « Si cette province et le Bas-Canada étaient un État de la grande Union voisine, on verrait partout augmenter la valeur de la propriété, la population doublerait à quelques années d'intervalle, [et] nous aurions toujours de bons marchés. » Au Bas-Canada, Louis-Joseph Papineau invoquait l'exemple des patriotes du Sud, y compris leurs efforts durant la période révolutionnaire de remplacer les importations britanniques par des produits locaux. En mai, un journal patriote déclarait que les États-Unis assisteraient les Canadiens « ouvertement ou secrètement » en cas de guerre contre l'Empire britannique. De l'autre côté de la frontière, des milliers de volontaires se mobilisaient en vue d'une éventuelle guerre, et quelques centaines y participèrent effectivement l'année suivante. Ces patriotes du Nord « n'y sont pas allés pour se procurer des plantations de coton, ou pour instaurer l'esclavage, où il était interdit », précisait un admirateur en faisant référence aux anglophones texans de la

* Cet article scientifique a été évalué par deux experts anonymes externes, que le Comité de rédaction tient à remercier.

République mexicaine, « [mais] ils allèrent [plutôt] dans un pays aride, en comparaison du leur, pour briser les entraves de leurs voisins, amis et parenté. » Ils y allèrent en sachant – en espérant – que leur gouvernement allait les soutenir¹.

Ils avaient tort. Le 5 janvier 1838, un jour après avoir appris la destruction d'un navire étasunien sur le Niagara, le *Caroline*, par un groupe armé anglo-canadien, le président Martin Van Buren annonçait que les États-Unis n'offriraient « ni aide ni approbation » aux citoyens qui prendraient part aux insurrections. Sous l'insistance de Van Buren, le Congrès américain passa rapidement un nouveau *Neutrality Act* accordant aux autorités fédérales le pouvoir d'arrêter quiconque projeterait de devenir un « *filibuster* » (la loi originale de 1818 se concentrait sur les actes de piraterie maritime et n'autorisait pas des arrestations préventives). Les adversaires politiques de Van Buren, les whigs, applaudirent. En écho aux Britanniques et aux autorités loyalistes qui dénigraient les patriotes en les présentant comme des insensés et des alcooliques, un *leader whig* qualifia l'équipage du *Caroline* d'une « misérable bande de fainéants et de pirates ». Un autre désespérait en voyant chez les pro-patriotes du nord des États-Unis des membres du Parti démocrate, leurs esprits remplis par les légendes anti-britanniques du prédécesseur de Van Buren, et héros national, Andrew Jackson².

Les patriotes et leurs soutiens ont dû s'attendre à une telle réaction de la part des whigs. Depuis sa création au milieu des années 1830, ce parti s'était opposé à la violence et au désordre de la vie américaine, insistant sur la suprématie de l'autorité nationale et de la loi internationale. Les whigs encensaient les banques, les manufactures, le commerce, et par conséquent la Grande-Bretagne. Leur *leader*, Henry Clay, conseillait une « sage discrétion » à propos de « la révolte canadienne ». Même s'il réclamait des excuses officielles pour le *Caroline*, il œuvrait pour éviter le conflit, voyageant même secrètement à Montréal et à Toronto au début de 1839 afin de refroidir les ardeurs. Il a également associé les *filibusters* à des bandes armées autonomes et à des émeutiers, tout comme un Canadien avait condamné « les incendies et les assassinats sauvages commis aux États-Unis sous la "*Lynch Law*" ». En ce sens, les whigs et les loyalistes représentaient des voix conservatrices en faveur de l'ordre et de la loi en Amérique du Nord, sous forme monarchique ou républicaine. Mais pourquoi Van Buren et son parti ont-ils uni leurs forces à celles des Britanniques ? Pourquoi le parti nationaliste anti-britannique, fondé par le prolifique tueur d'Anglais, Andrew Jackson, s'est-il allié à l'Empire ? Pourquoi le parti qui a célébré la souveraineté des gens ordinaires – et l'expansion de cette souveraineté à travers le continent – se montrerait-il conciliant avec le Royaume-Uni³ ?

La réponse courte consiste à souligner que les relations anglo-américaines se sont stabilisées avec le Traité de Gand de 1814, puis se sont rapidement

améliorées grâce à de nouveaux accords de démilitarisation pour les Grands Lacs. Les pouvoirs britannique et américain se rencontrèrent en 1823 et s'entendirent pour ne plus tolérer la colonisation espagnole, française ou russe dans l'hémisphère ouest. De nouveaux accords commerciaux furent ensuite rapidement conclus, qui ouvrirent les portes des Antilles britanniques et des Canadas aux navires étasuniens (les deux pouvoirs ont aussi qualifié la traite d'esclaves de piraterie, même si les Américains n'autorisèrent pas la Royal Navy à rechercher d'éventuels négriers portant le pavillon de la République). Au-delà des traités, Van Buren et les jacksoniens avaient des raisons plus pratiques d'éviter le conflit en 1837: ils étaient préoccupés par le Texas, la petite armée fédérale était coincée en Floride, et les citoyens du Sud n'autoriseraient que difficilement l'addition de nouveaux territoires libres dans l'Union. Mais avant tout, une panique financière transatlantique éclata au printemps 1837, provoquant une vague de défauts bancaires et de saisies. Ainsi, quand les Rébellions ont éclaté, la République était embourbée dans le pire ralentissement économique depuis ce que nous nommons la Panique de 1819⁴.

Cet article se concentre sur cette crise antérieure et ses liens, surprenants, avec le rapprochement anglo-américain puis sur le destin des patriotes. Il soutient que les «*hard times*» de 1819-1822 jettent une ombre, longue et mouvante, sur les idées américaines en économie politique et en politique étrangère, et par conséquent sur la Grande-Bretagne. Confrontées à une importante vague de saisies, des coalitions précaires de fermiers ébranlés et de membres opportunistes des élites se sont mobilisées en faveur de ce qu'ils appelaient: «*Relief*». Dans le Tennessee de Jackson et le Kentucky de Clay, ils passèrent des lois pour protéger les endettés, encourager la production locale et donner au public le contrôle de la monnaie et du crédit. Ce mouvement provoqua une vive réaction chez de nombreux *leaders* américains durant les années 1820, particulièrement chez Andrew Jackson. Tandis qu'il rejetait l'ingérence d'un gouvernement corrompu, jugée inconstitutionnelle, Jackson a contribué à rendre l'économie des États-Unis moins cohérente et davantage dépendante des crédits britanniques. En d'autres termes, la foi des patriotes canadiens en la démocratie jacksonienne, bien que compréhensible, était particulièrement malvenue. Cela nous invite à regarder les dimensions plus profondes et plus subtiles de la relation particulière qui se noua entre le Royaume-Uni et les États-Unis, et qui, finalement, isola les idées et les mouvements radicaux de l'époque.

Relief

Les conflits militaires du XVIII^e siècle ont été régulièrement suivis par des ralentissements économiques, mais aux États-Unis une période prospère

succéda à la Guerre de 1812. Le boom a nourri une atmosphère patriotique triomphante. Des douzaines de nouvelles banques privées (avec des chartes d'État) mirent en circulation des millions de nouveaux billets, leur valeur étant soutenue par les prix élevés des exportations. Le coton, en particulier, se vendait à prix d'or entre 1815 et 1818. Les planteurs établis comme Andrew Jackson amassaient des profits de l'ordre de 50 %, alors que les plus jeunes investissaient massivement dans les esclaves et la terre. Comme les colons se précipitaient dans les vallées que Jackson venait de prendre à la nation Creek, les prix de la terre dans les nouveaux États d'Alabama et du Mississippi s'envolaient. Tout comme Jackson le réclamait, le gouvernement fédéral vendait ces terres aussi promptement que possible, avant même de faire des relevés de terrain précis. Ce procédé précipité contrastait avec l'émigration et la colonisation bien orchestrées des Britanniques, en particulier au Haut-Canada. Le gouvernement tory était notamment pressé de pouvoir envoyer en Amérique du Nord le surplus de population, car les marasmes d'après-guerre déclenchaient des soulèvements de travailleurs et une rébellion ouverte, de Manchester jusqu'à Glasgow⁵.

Lorsque les fermes européennes commencèrent à se remettre d'un quart de siècle de guerres, la demande pour les produits américains de première nécessité faiblit. Le coton asiatique retrouva son écoulement privilégié vers la Grande-Bretagne, ce qui réduisit les exportations de la production des esclaves américains d'environ 30 % au début de l'année 1819. Les créanciers britanniques sentirent le vent tourner et commencèrent à réclamer le remboursement des dettes, alors que la *Bank of the United States* (BUS), bénéficiaire d'une seconde charte en 1816, aggravait la situation en resserrant les cordons de la bourse au moment où le crédit et la monnaie se raréfiaient. Les artisans et les manufacturiers qui réalisaient de maigres profits furent les premiers à tomber, suivis par les fermiers et les spéculateurs qui avaient emprunté leurs fonds pour acquérir leurs terres. En Pennsylvanie, un comité législatif rapporta qu'un « grand nombre de fermiers industriels ont été dépouillés de leur maison et de leur foyer », car les créanciers les poursuivaient en justice et les shérifs revendaient leurs propriétés. Des résidents de l'Indiana et de l'Ohio, jusqu'à l'ouest de l'État de New York, décrivirent un effondrement des prix de gros et de l'activité économique. Le blâme tomba diversement sur les banques à charte qui avaient alimenté la hausse de la circulation monétaire, sur la BUS qui avait cessé ses émissions, et sur les courtiers qui profitèrent de cette situation confuse. Pour sa part, le célèbre écrivain natif d'Irlande, Mathew Carey, accusa Adam Smith. Le libre-échange, selon Carey, était une politique « fondamentalement mauvaise » pour un jeune pays qui demeurait à des décennies derrière la puissance industrielle, financière et technologique de la Grande-Bretagne⁶.

Peu importe qui ou quoi était à blâmer, les *hard times* provoquèrent la formation d'un vaste mouvement politique qui, bien que désorganisé, a failli révolutionner des régions entières de l'Union. Thomas Hart Benton, du Missouri, un futur allié de Jackson même si les deux hommes n'étaient pas loin de s'entretuer en 1813, était en même temps sidéré et déçu par ce qu'il voyait. Il se rappellera plus tard, avec mépris, que «RELIEF» fut la «revendication universelle qui résonnait aux portes de toutes les législatures» en 1819, du moins à celles au «sud et à l'ouest de la Nouvelle-Angleterre». Subitement, un grand nombre de gens ordinaires et de politiciens parvenus firent pression sur les gouvernements des États afin de faire cesser les procès pour dette («*stay laws*») et permettre aux endettés de reprendre possession de leurs propriétés («*replevin laws*»). Dans les États de l'Atlantique-centre, de telles mesures étaient populaires, mais faiblement représentées politiquement. Les délégués des comtés les plus riches de Virginie et de Caroline du Nord dénoncèrent les interventions publiques à propos des dettes privées, jugées «pires qu'inutiles». Un de ces conservateurs affirmait: «Laissez les hommes conclure leurs propres contrats, et laissez les contrats s'appliquer lorsqu'ils sont signés». *Relief* mobilisa davantage en Pennsylvanie où presque un ménage sur trois devait faire face à la concurrence des produits manufacturés britanniques, et en Géorgie où l'on tentait toujours de se remettre de la guerre⁷.

Les forces du *Relief* étaient particulièrement fortes et inventives dans le Kentucky et le Tennessee, deux États esclavagistes de la *frontier* où la méfiance était profonde envers les intérêts de la côte est (et envers ceux des Britanniques). L'Assemblée du Kentucky, par exemple, utilisa longtemps les *replevin laws* afin de protéger ses citoyens des créanciers qui ne résidaient pas dans l'État. Au moment où la Panique ruina des régions entières, la législature utilisa ces lois contre les banquiers. Dès le début du mois de décembre 1818, un comité législatif affirma la nécessité de contraindre les banques à honorer les promesses qu'elles avaient imprimées sur leurs billets, y compris si cela signifiait la saisie des biens des actionnaires. En ce sens, ceux qui avaient gagné leurs propriétés par le travail ne le perdraient pas au bénéfice de ceux qui ont simplement fait apparaître leur richesse sur du papier. Le lieutenant-gouverneur Gabriel Slaughter fit un discours explosif prononcé non seulement contre la *Bank of the United States*, mais aussi contre le concept même du crédit comme une propriété privée. Les banques à charte, soutenait Slaughter, devaient être «réglementées et restreintes» au nom de «la sécurité de la communauté». Le bien public, tel qu'il le décrivait, allait au-delà de la somme des intérêts privés et surplombait ces intérêts lors d'une urgence économique⁸.

En juin 1819, une «assemblée publique nombreuse» tenue à Frankfort, dans le Kentucky, réclama également le *Relief* au nom du «bien-être général». Ils ne voyaient ni logique ni justice à autoriser les ventes aux

enchères lors desquelles les propriétés étaient revendues à une fraction seulement de leur valeur réelle, valeur constituée par des années de travail. Le nouveau Relief Party passa rapidement des lois accordant aux endettés du Kentucky jusqu'à deux ans pour honorer leurs obligations. Comme le gouverneur pro-*Relief* l'expliqua, cette loi était censée constituer une barrière pour l'« indépendance individuelle » des gens ordinaires contre les marchés éloignés et les créanciers insensibles. En attaquant plus directement les normes commerciales, le gouverneur considéra également que la *common law* – largement inchangée malgré la Révolution – ne montrait qu'une « exigeante sévérité » contre le faible, le vulnérable, le malchanceux et l'imprévoyant. Pourquoi les Américains devaient-ils se contenter de retarder l'application de telles règles ? Pourquoi des États républicains devaient-ils continuer à respecter les règles du jeu économique et légal anglais ? Si le peuple souhaitait assurer son indépendance matérielle, alors leur gouvernement se devait d'agir en conséquence⁹.

L'expression la plus audacieuse de ce radicalisme fut l'impression d'argent au nom du peuple. Bénéficiant d'une charte accordée par le Relief Party en décembre 1820, la *Bank of the Commonwealth of Kentucky* se différencia des banques privées existantes par sa forme, sa fonction et son idéologie. Sur ses billets reflétait le crédit de l'État lui-même, bien qu'ils n'avaient pas cours légal, c'est-à-dire que les citoyens pouvaient les refuser sans suite pénale. La banque garantissait ses dettes par la vente des terres publiques et le prélèvement des impôts, dont l'effet était de recycler la valeur créée par les résidents de l'État sous la forme de petits billets (qui n'excédaient pas 100 \$) et de prêts modestes (un maximum de 1 000 \$). La banque adossait également ses opérations à la *stay law* afin d'encourager le peuple à accepter et à s'échanger les billets à leur valeur nominale. Si jamais l'endetté souhaitait rembourser son créancier avec ces billets et que ce dernier les refusait, l'endetté avait la possibilité de maintenir sa demande sur une période de deux ans. En contrepartie, si le créancier acceptait, l'individu endetté devait payer dans les deux mois. L'idée était donc de réduire le risque d'une procédure judiciaire tout en alimentant la circulation monétaire¹⁰.

L'histoire était à peu près similaire dans le Tennessee. Des forces pro-*Relief* y émergèrent soudainement, établirent une liste de candidats et tinrent leur premier rassemblement d'une longue série devant la Chambre d'État en juillet 1819. Le sulfureux défi qu'ils lancèrent contre le *statu quo* politique amena avec lui une augmentation du taux de vote de 42 % dans le comté de Davidson, celui d'un Andrew Jackson horrifié. Durant la session d'automne, un noyau d'une douzaine de fougueux élus proposa de confisquer la propriété privée des banques et de leurs actionnaires. Leur *leader*, Felix Gundy, fut plus prudent et fit voter une *stay law* qui donnait deux ans à un individu endetté pour rembourser sa dette, à moins que le

créancier n'accepte les billets de banque au lieu des espèces. Grundy défendit également un plan destiné à tranquilliser les *yeomen* sous la menace d'une expulsion exigée par de grands propriétaires qui ne résidaient pas sur leurs terres. Sept années de « possession légale » devaient protéger les colons contre « l'accaparement des terres et les aristocrates de la finance », même s'ils ne possédaient pas encore leurs concessions. À l'automne 1819, les spéculateurs qui forçaient des résidents établis à se déplacer furent presque aussi impopulaires que les banquiers qui refusaient d'effectuer des paiements en espèces, et la proposition de loi fut adoptée à la quasi-unanimité. Parmi les quelques résistants se trouvait Pleasant M. Miller, un ultraconservateur défendant les banques privées et les créanciers, qui tenta de faire dévier la vindicte en direction de la BUS¹¹.

Pendant l'été 1820, le gouverneur du Tennessee et natif de Pennsylvanie, Joseph McMinn, convoqua en session d'urgence la nouvelle et pro-*Relief* législature. Il défendit le besoin de faire preuve de davantage d'« attention et de protection du gouvernement » contre les « combines motivées par l'ambition privée ou l'enrichissement personnel ». Selon lui, les individus pourront et devront s'engager dans la poursuite du « gain privé », « mais la prospérité générale ne doit pas être sacrifiée à celle de quelques-uns », ce qui se produit lorsqu'un nombre important de fructueuses propriétés sont revendues à petits prix aux enchères organisées par le shérif. L'urgence économique réclamait un « effort extraordinaire » afin de démontrer au peuple que leurs représentants « ne les ont pas abandonnés à leur malheur ». Tout comme dans le Kentucky, l'esprit *Relief* a pris ses traits les plus spectaculaires sous la forme d'une nouvelle banque publique qui ouvrit ses portes durant l'automne 1820. Dans les termes de McMinn, la banque avait pour mission d'aider les petits colons à acheter de modestes étendues de terre afin de créer une classe de citoyens « qui, tout en possédant un capital raisonnable, doit être encouragée dans son attachement national ». Le principe consistait à augmenter la somme d'argent en circulation pour le « bien public », dans l'espoir de retirer le pouvoir économique des mains des grands planteurs, des propriétaires de *cotton gin*, et des grands marchands qui autrement contrôleraient le crédit. Un partisan résuma le projet ainsi : « Cette nouvelle Banque est la Banque du Peuple ». Un grand jury du comté où résidait Jackson avertit les banquiers privés de la considérer et de la respecter comme telle. Ces citoyens déclarèrent que les anciennes banques étaient « au mieux tolérés par le peuple, qui pouvait les réduire à néant du jour au lendemain¹² ».

Les *leaders* du *Relief* savaient bien que les prêteurs hors de l'État et les investisseurs étrangers risqueraient de refuser ces nouveaux billets ou de les accepter sous leur valeur nominale. En effet, les banques privées affirmèrent ouvertement qu'elles refuseraient les billets de ces nouvelles alternatives publiques, et qu'elles ne prêteraient pas leur propre version de

l'argent. Il est certain qu'à Londres personne ne reconnaîtrait la valeur de tels billets. Et alors? demanda McMinn, «le planteur économe qui vit comme il se doit des fruits de sa propre ferme» trouvera dans ces billets «un moyen d'échange conforme à la nature de ses besoins». Le but de cette banque était d'assurer l'indépendance des résidents de l'État et non de faciliter les affaires à travers les frontières étatiques et nationales. L'idée fut donc de permettre aux habitants du Tennessee de «prendre en mains le destin commun du sol qu'ils foulent», tout en préservant un ordre social au sein duquel la majorité des hommes blancs possédait une propriété immobilière. McMinn estima également que la banque publique pourrait financer divers «programmes de prospérité et de richesse nationales», comme l'amélioration du transport fluvial. En ce sens, l'État et l'Union auraient la possibilité de rassembler leurs propres ressources afin de développer leur propre économie¹³.

Au niveau national, les hommes politiques parlèrent comme si le mouvement *Relief* sortait de nulle part. Ils avaient raison en un sens : ni la minorité Fédéraliste, un parti torpillé à cause de son anglophilie ouverte en 1812, ni les Démocrates-républicains, majoritaires, qui n'approuvèrent pas les *stay laws* ni les *replevin laws*, n'évoquèrent les banques publiques dans leurs discours. *Relief* ne bénéficiait presque d'aucun soutien à l'échelon national. L'exception qui confirme la règle est la réaction de William Crawford, secrétaire du Trésor du président James Monroe. En 1820 et 1821, il conçut un mécanisme qui permettait aux propriétaires endettés des anciennes terres publiques de renoncer aux surfaces qu'ils ne pouvaient pas payer afin de conserver le reste, aidés en cela par de nouveaux délais pour leur paiement. Ce qu'il nomma un «acte de grâce» sauva des dizaines de milliers d'individus en Alabama et au Mississippi, notamment en les préservant des saisies. Crawford souhaita toutefois ne jamais parler de cette intervention politique, car il partageait de profonds doutes quant à l'«ingérence législative [...] entre le débiteur et le créditeur». Principal prétendant dans la course présidentielle pour 1824, Crawford ne mentionna jamais son passé *Relief*, et seuls ses partisans louèrent à quelques reprises son «application judicieuse» de «la rigueur et de l'indulgence». Mis à part ces quelques allusions, il fut simplement désigné comme l'un des candidats des Démocrates-républicains, désormais libérés de l'opposition Fédéraliste¹⁴.

Relief émergea davantage de précédents locaux qui avaient permis de protéger les propriétaires terriens contre les créanciers, et par répercussion contre les réseaux transatlantiques du crédit qui menaient, inévitablement, jusqu'à Londres. La législation *Relief* émergea dans un premier temps au lendemain de la Révolution de 1776, avant de réapparaître durant l'embargo de 1807-1809, lorsque les États-Unis se sont retirés des échanges atlantiques pour forcer les Britanniques à respecter la neutralité de leur flotte. Bien qu'adosée à la logique de la *common law* britannique

sur la propriété « sinistrée » (« *distressed* »), la législation *Relief* exprima un radicalisme américain unique dans lequel « le peuple » était le souverain *permanent*, et pas uniquement lorsqu'il devait désigner ses *leaders* : le peuple avait aussi le pouvoir de reformuler les règles de la propriété et des échanges. Tandis que le constitutionnalisme britannique et ses versions américaines s'appliquaient à séparer la loi de la politique, insistant sur l'autorité antérieure de la loi constituée et des droits de propriété, *Relief* mit l'accent sur le pouvoir continu du bien public face aux intérêts privés. Cela reflétait l'insécurité économique vécue par les ménages ruraux au sein d'une société à la fois ouverte et versatile, ainsi que le désir de maintenir une indépendance face aux violentes incertitudes importées de lointains marchés. Dans l'Amérique du Nord britannique, la situation était très différente puisque la Couronne souhaitait maintenir les colons sur leurs terres plutôt que de saisir leurs propriétés¹⁵.

Réaction

Le héros indiscuté de la Guerre de 1812 et le présumé grand défenseur de la « démocratie », Andrew Jackson, fut atterré par les principes du *Relief*, et il l'a toujours été. Au début des années 1820, il dénonça à répétition les banques d'État publiques dans des lettres à sa famille et à ses proches, « les nouveaux projets fantaisistes de purs spéculateurs et [de] politiciens dangereux ». Il enrageait, car seuls les « démagogues » et les « despotes » paieraient des dettes privées grâce à des fonds publics. Dans son esprit, ni le Tennessee ni le Kentucky, pas plus qu'aucun autre État de l'Union, n'était un « gouvernement indépendant » en matière de politique économique. Ils ne possédaient pas le droit de s'éloigner du « contrat social de l'union » ou des normes commerciales en vigueur dans le monde Atlantique. Il vit dans les juges locaux et fédéraux une barrière contre le *Relief* et jura de s'opposer aux banques publiques, en particulier, « tant que je vivrai ». Jackson paraphrasait parfois Adam Smith afin de donner davantage de poids à ses propos. Mais le plus souvent il argumentait en faveur du strict respect des contrats et du rapide recouvrement des dettes comme une question de « justice » élémentaire, de respect des lois fondamentales qui précèdent et qui règnent sur la volonté populaire¹⁶.

Lorsque des personnes comme Jackson soutenaient l'idée que *Relief* était inconstitutionnel, elles avaient à l'esprit la section 10 de l'article I de la Constitution américaine de 1787 qui interdisait (et interdit toujours) aux États le droit d'imprimer leur propre monnaie ou de s'immiscer dans le paiement des dettes. La constitution de l'État du Tennessee, que Jackson aida à rédiger en 1796, contenait un propos similaire. En se demandant pourquoi « on se laisse aller à tant de sympathie pour le *débiteur*, et aucune pour le *créancier* », Jackson refusait furieusement de reconnaître le pouvoir

de la législature de 1820 d'interférer dans cette relation privée au nom de l'un ou de l'autre. Selon lui, permettre aux créanciers de poursuivre pénalement leurs débiteurs représentait l'unique moyen pour le Tennessee de préserver « notre respectabilité à l'étranger tout autant que notre confiance chez nous » et d'encourager les « entrepreneurs commerciaux audacieux » qui recherchent des « marchés à l'étranger » (il essaya même d'intimider physiquement plusieurs élus alors qu'ils se réunissaient pour leur session d'urgence). En d'autres termes, Jackson envisageait une économie fondée sur l'exportation dans laquelle les planteurs américains vendraient leurs productions, issues du travail des esclaves, dans des marchés d'outre-mer, échanges régulés uniquement par la finance internationale: les obligations, billets et autres investissements devaient être considérés comme une « propriété », au même titre que des charrues et du bétail, dont les gouvernements devaient garantir leur recouvrement, quoi qu'il advienne¹⁷.

Les tribunaux fédéraux ont toujours agi pour renforcer ces règles. Dès 1795, l'un d'eux annula une loi de l'État de Pennsylvanie au motif qu'elle permettait une interférence excessive dans les contrats. La plus haute autorité judiciaire de la nation réaffirma très régulièrement dans ses décisions le sens de la section 10 de l'article I, en particulier en 1819 lors des procès *Sturges vs Crownshield* et *Darmouth College vs Woodward*. Comme la Cour Suprême l'expliquait dans un autre jugement opposé aux protections accordées par le Kentucky aux propriétaires terriens qui résidaient dans l'État, l'inviolabilité des contrats était « la règle universelle dans les tribunaux du monde civilisé » et « [elle était] trop fermement établie [...] pour être maintenant ébranlée ». En réalité, la règle fut souvent ébranlée. Chaque *stay law* et *replevin law* votée dans les décennies 1780 à 1810, pour protéger les citoyens de Pennsylvanie ou de Géorgie des créanciers hors de l'État ou étrangers, signifiait une contestation de la section 10 du premier article de la Constitution, et des tribunaux fédéraux plus généralement. C'est pourquoi le public britannique entendait toujours des rumeurs inquiétantes venues des États-Unis à propos de « la loi du débiteur et du créancier ». C'est aussi pour cela que les décisions du début des années 1820 des tribunaux locaux, ceux des différents États, marquèrent une étape importante dans les relations anglo-américaines¹⁸.

Au Tennessee, le législateur ultraconservateur Pleasant M. Miller assura à Andrew Jackson que les marchands bien-pensants exprimaient une « détestation universelle » à l'endroit de la nouvelle banque publique. Il précisa aussi que leurs alliés dans l'Assemblée, ainsi que les banques privées, mettaient sur pied une stratégie pour l'annihiler. Miller, de son côté, porta le cas *Townsend vs Townsend* devant la Cour supérieure du Tennessee. Le plaignant y refusait le paiement tardif effectué par ses fils pour l'achat de terres dans l'est de l'État, durant les *hard times*. En tant que conseiller juridique de ce père-créancier, Miller remporta le procès et réussit à obtenir

une décision lourde de sens en mai 1821. En plus d'invalider la *stay law* du Tennessee de 1819, le tribunal nia également la légalité de la *Bank of the State of Tennessee*. Selon les juges, ni la législature ni le peuple n'avaient le droit d'augmenter le volume d'argent en circulation ou de prolonger les délais de remboursement des dettes. Le « *personal exertion* », dans le cadre des règles établies de propriété et d'échanges, était l'unique solution préconisée pour contrecarrer les *hard times*¹⁹.

Deux ans après, une cour du Kentucky présenta un argumentaire similaire en rappelant à la législature que ses obligations étaient destinées aux personnes propriétaires résidant au sein de l'État, plutôt qu'envers « le bien-être de la nation ». La protection de la propriété – les dettes et les investissements au même titre que les possessions matérielles – constituait une « obligation de stricte justice » qui ne pouvait être tempérée ou écorchée. Altérer ce devoir reviendrait à renoncer à la marche civilisatrice elle-même : « les liens de la société civile seraient dissous et les hommes reviendraient à nouveau à l'état de nature ». Enracinés dans « les principes du droit international » et garantis par la Constitution américaine, la protection des investissements et le respect des contrats représentaient les deux piliers de la légitimité nationale. Une seule altération de ces principes mettrait en danger le crédit américain à l'étranger. En insistant pour faire part de ses sentiments en marge du jugement, l'un des juges ultraconservateurs insista pour préciser que le « principe national » établi par la Constitution était « d'imposer l'obligation à tous les États de donner libre cours à la contrainte légale des contrats ». Il serait presque vain d'imaginer un argument plus serviable que celui-ci envers les investisseurs étrangers, et plus consternant pour les radicaux du mouvement *Relief*²⁰.

La valeur de la nouvelle monnaie plongea rapidement à la suite de ces jugements. Qui accepterait un billet émis par une banque qui venait d'être jugée inconstitutionnelle ? Un journal se lamentait de voir « une magistrature diriger d'un côté ce qu'une législature avait promulgué de l'autre ». Des décisions judiciaires contraignirent également les *leaders* du *Relief* à abandonner leurs nouvelles banques publiques au Missouri et en Indiana. Nombre d'entre eux voyaient dans leurs lois uniquement des moyens temporaires pour lutter contre la détresse sociale, et ils furent étonnés devant la véhémence de la réaction anti-*Relief*. « Les mesures du *relief* émanent de la grande majorité du peuple » déclara un journal du Kentucky en 1823, « et elles sont soutenues par lui » : la législature, et non les tribunaux, représentait la volonté populaire le plus fidèlement, et par extension « les principes éternels de *justice* et de *compassion*. » Ils avaient donc une légitimité certaine à s'éloigner des principes légaux nés en Angleterre. Comment les Américains pouvaient-ils voir les choses autrement ? L'éditeur chercha à définir les opposants au *Relief* :

Y a-t'il un Anglais dans le pays? Il est un d'entre eux. Y a-t'il un spéculateur financier non-résident? Il est un d'entre eux. [...] Y a-t'il un défenseur des nombreuses usurpations de la Cour suprême? Il est un d'entre eux. [...] Y a-t'il un homme qui nie à la Législature d'État le pouvoir de faire preuve d'indulgence à l'égard des débiteurs même dans les plus grandes périodes de désastre? Il est un d'entre eux.

Relief fut nécessaire pour empêcher la ruine de milliers de citoyens du Kentucky, leurs représentants respectant leurs mandats lorsqu'ils exprimaient une certaine solidarité démocratique: «L'homme est un être social qui compatit à la douleur de ses semblables». Au contraire, ceux qui se rangèrent aveuglément derrière la loi refusèrent de considérer «la souveraineté de l'État», mués par le souci d'apaiser les sentiments des investisseurs britanniques plutôt que par celui de venir en aide aux producteurs américains²¹.

Le Relief Party du Kentucky n'abandonna pas son combat. Dominant la législature, il rejeta dans un premier temps les décisions judiciaires des tribunaux anti-*Relief*, puis abolit l'ensemble de ces cours. Prêts à tout pour soutenir la valeur de la monnaie publique, ils organisèrent d'onéreux feux de camp au début de 1823 en brûlant des billets de la *Bank of the Commonwealth* pour une valeur de 770 000\$, avec l'espoir d'améliorer le cours de ceux qui échappaient aux flammes. Leurs ennemis portèrent en dérision cette gouvernance insensée et commencèrent à diffuser une interprétation de l'histoire récente qui faisait porter la responsabilité du marasme socio-économique sur le *Relief*, plutôt que sur la Panique. Ils utilisèrent l'Ohio voisin afin de justifier leurs démonstrations, bien que cet État ait voté une *replevin law* rapidement après sa fondation en 1803. Un journal affirmait ainsi que la législature de l'Ohio n'avait pas faibli face à la vindicte populaire favorable à l'émission d'une monnaie publique, qu'elle avait «renversé une foule de banques arnaqueuses, éliminé un médium fallacieux et rétabli la bonne vieille monnaie». La «bonne vieille monnaie» semble signifier ici le numéraire alors que le «médium fallacieux» ferait davantage référence aux billets imprimés par les banques publiques, ou par les «banques arnaqueuses», voire les deux²².

En narrant les récents événements sous cet angle et en utilisant ce type de généralités virulentes, les opposants au *Relief* voulaient apparaître attrayants pour tous ceux qui ressentaient une aversion certaine envers l'un des deux camps de ce nœud politique et légal. Ils exploitèrent la confusion et l'inefficacité qui résultaient inévitablement d'une intervention publique aussi osée dans la vie économique. En 1828, un éditeur natif de Nouvelle-Angleterre décrivait la formation d'un nouvel «*American character*» à l'ouest, en assimilant une banque véreuse de l'Indiana avec un plus vaste «système de banques arnaqueuses, ou *relief laws*». Il précisa toutefois à ses lecteurs que, heureusement, l'Indiana en avait désormais fini avec «les ridicules expédients temporaires du *relief*». Le retrait des billets dépréciés

des désormais défuntes banques publiques se révéla très douloureux pour les États de l'Ouest, alimentant le discours de leurs ennemis qui dénoncèrent le principe de *Relief* et en appelèrent à une gouvernance moins intrusive²³.

C'est dans ce contexte qu'Andrew Jackson et ses alliés décidèrent d'investir le champ de la politique nationale. Le général menaça de se retirer de la politique en 1821, mais l'élection au Tennessee d'un gouverneur populiste (bien que timidement anti-*Relief*) lui fit changer d'avis. Au début de l'année 1822, Pleasant M. Miller et d'autres admirateurs appuyèrent, au nom de la législature du Tennessee, l'investiture de Jackson dans la course à la présidence. Il adopta un nouveau discours politique qui lui permettait d'effacer de l'histoire américaine récente, dans un même élan, la Panique et le *Relief*. Il évoqua plutôt le « saint zèle » dont firent preuve ses soldats face aux hordes de Britanniques et d'Amérindiens contre lesquels ils s'étaient battus durant la Guerre de 1812. Il affirma que le devoir du gouvernement était de « chérir » ce zèle afin de maintenir en vie la force des souvenirs de cette violence héroïque contre l'Empire britannique. Il plaida également pour libérer le gouvernement de la corruption et du favoritisme, et insista sur son indépendance par rapport aux partis établis. Son postulat, resté inaudible, car inavouable, était que l'action du gouvernement au nom du bien public constituait un danger pour les libertés arrachées à la Grande-Bretagne. Ironiquement, c'est cette vision qui, rapidement, rapprocha les États-Unis et le Royaume-Uni²⁴.

Régulation

L'élection présidentielle de 1824 est restée célèbre du fait du *Corrupt Bargain* qui priva Andrew Jackson de la victoire bien qu'il eut récolté davantage de votes populaires que William Crawford, John Quincy Adams, John Calhoun et Henry Clay. Puisqu'aucun des candidats n'obtint de majorité parmi les délégués des États, le choix du président revint au Congrès, qui plaça le citoyen de Nouvelle-Angleterre, Adams, sur le siège présidentiel. Lorsqu'Adams nomma rapidement Clay secrétaire d'État, les partisans de Jackson crièrent au scandale (le pieux général surnommait Clay « le Judas de l'Ouest »). Le triomphe de Jackson, quatre ans plus tard, est régulièrement décrit comme l'affirmation conjointe du nationalisme et de la démocratie, car il incarnait la gloire de la république face au pouvoir impérial et il était clairement le plus populaire parmi les électeurs. En termes d'économie politique, la victoire de Jackson représentait un nouvel élan éloignant la gouvernance des ambitions radicales d'autosuffisance qui sont apparues durant les *hard times*, et même vis-à-vis de l'idée bien plus modeste d'indépendance économique qu'Henry Clay, notamment, percevait comme la clé d'un avenir américain radieux²⁵.

Derrière l'image d'un homme proche des milieux d'affaires, Clay a toujours montré davantage de sympathie pour le *Relief* que Jackson. À la fin des *hard times*, au milieu des années 1820, le citoyen du Kentucky se mobilisa en faveur d'un nouvel et vaste *American System* dont l'ambition était de prévenir un nouveau krach économique. Ce système devait garantir l'ordre commercial et les obligations contractuelles, mais il devait également permettre aux républiques de l'hémisphère ouest – à l'exclusion des colonies britanniques au nord – de développer leurs mécanismes économiques internes. Une forte barrière douanière constituait l'élément clé de ce plan, une idée très proche de celle que défendait Mathew Carey depuis de longues années. Selon Clay et Carey, si les produits importés étaient proposés aux consommateurs à un prix élevé, ceux-ci se tourneraient vers les produits locaux. Ainsi protégés des biens britanniques qui étaient en même temps moins chers et de meilleure qualité, les producteurs d'acier, les cordonniers, les bergers, les tisserands, les chapeliers et les chocolatiers américains pourront vendre leurs produits aux fermiers, aux planteurs et aux marchands américains. Cela nourrirait un cercle vertueux de production et de consommation au sein d'une république, brisant parallèlement le pouvoir des capitaux et du crédit britanniques. Des mesures de protection douanière furent votées en 1816, 1820, 1824 et 1828. Elles furent très populaires en Nouvelle-Angleterre, dans l'État de New York, et particulièrement en Pennsylvanie qui était déjà un État clé dans la conquête de la Maison-Blanche²⁶.

Plutôt que la démocratie radicale envisagée par les partisans du *Relief*, Clay projetait une version républicaine de la Grande-Bretagne, une nation certes commerciale, mais une nation équilibrée, unie par la règle du droit et par un État énergique. Afin de réaliser ce dessein, il voulait voir les fonds fédéraux être investis dans les *Internal Improvements*, en particulier les routes, les canaux, et de plus en plus les voies de chemin de fer. De telles réalisations permettraient de relier les marchés de l'est, de l'ouest et du sud des États-Unis, tout en faisant augmenter le prix des terres et en enrichissant la société américaine dans son ensemble. L'un des partisans de Clay au Missouri affirmait que les moyens de communication matérialisaient la meilleure voie pour «faire vraiment de nous un peuple». D'autres percevaient les manufactures locales comme «le véritable fondement de l'indépendance nationale». De telles idées étaient particulièrement appréciées à travers le nord-est du pays et dans diverses parties de l'ouest, celles où les fermiers ne pouvaient pas vendre leurs produits ou acheter ceux des marchands et des manufacturiers. En 1826, la Pennsylvanie lança une ambitieuse série de canaux et de chemins de fer, un an après que l'État de New York eut inauguré le canal Érié²⁷.

Cependant, la vision d'une politique économique moins interventionniste telle que préconisée par Adam Smith et d'autres théoriciens libé-

raux bénéficiait d'un puissant soutien dans le monde anglo-américain. Les premiers à soutenir ce principe étaient les membres de la classe commerciale britannique. Ils défendirent expressément le « *free trade* » à partir de 1820 et influencèrent de plus en plus la politique du *Board of Trade* durant les deux décennies suivantes. Ils assimilaient le protectionnisme au système continental mis en place par Napoléon, ce qui avait presque ruiné les Britanniques au début des années 1810. De ce fait, ils dénoncèrent simultanément les barrières douanières américaines ainsi que le protectionnisme britannique favorable aux plantations sucrières des Antilles. Le « véritable intérêt » de la Grande-Bretagne était de libérer en même temps les colonies et les esclaves, tout en faisant émerger « des échanges réciproques volontaires et sans contraintes » à travers le globe. D'autres étaient plus pragmatiques, n'arguant pas tant en faveur du libre-échange à l'échelle mondiale, que pour une facilitation des échanges au sein du vaste empire de Sa Majesté. En 1837, un marchand s'appuyait sur l'importance grandissante des Canadas dans le commerce impérial pour plaider en faveur du maintien de ces colonies dans le giron britannique, par la force si nécessaire. Selon lui, si d'aventure ces colonies venaient à devenir des États au sein de l'Union, les produits britanniques se verraient imposer à la douane une taxe de 30 % ou plus, au lieu de la ponction de moins de 3 % touchant les échanges au sein de l'Empire. De plus, les Canadiens perdraient des marchés protégés pour leur blé et leur bois²⁸.

Aux États-Unis, les exportateurs de tabac et de riz de Virginie et de Caroline du Sud étaient parmi les militants les plus fervents du libre-échange. À partir de 1820, ils qualifièrent les lois du *Relief* de menace contre la civilisation et dénoncèrent les barrières douanières comme « un parcours expérimental en économie politique ». Ils soutenaient que la solution aux *hard times* était d'ouvrir davantage de marchés pour leurs récoltes. D'une manière générale, ils bénéficiaient du soutien des producteurs de coton des États esclavagistes plus jeunes. Plutôt que de se prémunir contre les instabilités d'un modèle économique basé sur les exportations, ils crurent que leur fortune découlerait d'une augmentation soutenue de la production de la précieuse fibre et du perfectionnement de leurs moyens de transport, les bateaux à vapeur. À la suite du boom de l'année 1825, ils s'investirent massivement dans le marché britannique, car ils ne percevaient plus l'Empire comme une menace pour la République. Pour n'en mentionner qu'un, le Virginien William Branch Giles décrivit les règles de l'offre et de la demande, qui exigeaient que chacun puisse rechercher et acquérir de la richesse pour son bénéfice personnel, comme une manifestation de la volonté divine. Les protections douanières, les taxes et les améliorations dans les biens publics n'étaient rien d'autre que des fardeaux qui allaient à l'encontre de l'intérêt des « propriétaires

individuels» du pays. En 1829, Giles présenta son livre sur le sujet à Andrew Jackson qui, calmement, lui fit part de son «approbation cordiale²⁹».

L'expression extrême du libre-échange fut probablement l'ouvrage *The Crisis*, publié en 1827 à Charleston, en Caroline du Sud. L'auteur, un riche avocat et planteur, se surnomma lui-même Brutus pour mieux souligner la menace de vie ou de mort qu'il percevait. Brutus annonçait à ses lecteurs que les barrières douanières conduiraient les Britanniques à des actes de représailles, et il est fort probable que l'Empire se tournerait alors vers l'Asie du Sud ou le Brésil pour se fournir en coton, «[l]e commerce est une demoiselle timide que l'on doit caresser». Autant il méprisait les Britanniques pour leurs tendances abolitionnistes, autant il ne disait mot sur leur volonté d'agir pour leur propre bénéfice. Selon Brutus, le monde était, ou se devait d'être, une arène gigantesque dans laquelle se jouait la compétition commerciale. Les gouvernements ne détenaient aucun droit pour favoriser les vainqueurs, même au sein de leur propre peuple. Brutus imaginait alors une république du Sud où «toutes les barrières douanières seraient supprimées, nos ports ouverts pour échanger avec le monde entier, avec des capitalistes affluant à nos villes». Peu lui importait si ces capitalistes venaient de Londres ou de New York, et aucune place n'était accordée à une quelconque banque nationale. Brutus assimilait les avocats du protectionnisme économique à des abolitionnistes et à des voleurs, les avertissant au passage que si jamais ils mettaient un seul pied sur sa propriété, il ferait «SAUTER leurs CERVELLES³⁰».

Élu président en 1828 grâce à ses puissantes assises au Sud et en Pennsylvanie, Jackson fut explicite sur le fait que sa voix était désormais celle de «la Nation» et qu'il ne tolérerait pas la contestation de sa volonté et de ses «sentiments». C'est pour cette raison qu'il menaça en 1832 la Caroline du Sud, et ses féroces adversaires des protections douanières, lorsqu'ils annulèrent («*nullified*») un nouveau et plus modeste barème pour les taxes frontalières. D'une manière finalement très typique, il traita cette mesure de *repleven law* manigancée par des «démagogues et politiciens», et jura d'«exécuter la loi». En apprenant que la BUS avait agi contre sa candidature, Jackson essaya dans un premier temps de réduire son influence puis, lorsque ses dirigeants réclamèrent une nouvelle charte, de la «tuer» («*kill*»). Lorsqu'il émit son veto de 1832 à propos d'une nouvelle charte pour la BUS, il précisait que ses actionnaires étaient des «sujets d'une puissance étrangère», autrement dit de la Grande-Bretagne, et que sa taille et son monopole sur les fonds fédéraux illustraient à nouveau les dangers du favoritisme gouvernemental, un phénomène qui permettait aux «riches de bonne famille» de devenir toujours plus fortunés. Durant son second mandat, plus le conflit l'opposant à la BUS s'éternisait, plus Jackson adopta un langage populiste. Ses ennemis, les «démagogues»,

devinrent des « aristocrates », des traîtres à la nation qui envisageaient d'imposer un gouvernement de type britannique aux Américains³¹.

À n'en pas douter, Jackson en est venu à se considérer comme le champion des travailleurs manuels et des fermiers contre les grands banquiers, et ses propos tout comme ses actions comportaient une ressemblance superficielle avec le mouvement *Relief* et sa défense du travail honnête. Nous avons toutes les raisons de croire que sa volonté de mettre sur pied, au milieu des années 1830, une économie basée sur une monnaie métallique d'or et d'argent s'apparente à un effort sincère de sauver le pays des spirales inflationnistes et des bulles spéculatives qui ont conduit au krach de 1819. Il est cependant tout aussi important de ne pas confondre les conflits personnels de Jackson et ses initiatives tardives au cours de son second mandat, avec un changement fondamental dans ses convictions anti-*Relief* et favorables au libre-échange. Il est enfin tout autant indispensable de regarder au-delà de sa réputation et de ses propos anglophobes, en s'interrogeant plutôt sur les conséquences de sa gouvernance sur les relations anglo-américaines à la veille des Rébellions.

Jackson débuta sa présidence avec des discours précautionneux, prenant toujours soin d'entretenir la confiance des électeurs de l'Ouest favorables aux investissements fédéraux et les électeurs de Pennsylvanie pro-*tariff* (et pro-BUS). Le passage le plus surprenant de son premier discours annuel fut celui complimentant la Grande-Bretagne : « Toute l'histoire de nos deux pays est basée sur des faits qui inspirent délibérément des sentiments de respect mutuel ». Il évoqua ensuite une expansion à grande échelle de la production de coton et de l'engagement dans les marchés d'outre-mer. Jackson réalisa la première étape de ce plan en déportant du sud-est des États-Unis 46 000 individus des nations Creek, Chacta, Chichacha et Séminole. À coup de lourdes dépenses fédérales et sans l'appui du public hors du Sud, il a ainsi ouvert près de 100 millions d'acres d'excellentes terres aux propriétaires d'esclaves. Ce fut au cours de sa présidence que la valeur des exportations de coton dépassa celle de l'ensemble des autres exportations du pays réunies. Pour pénétrer de nouveaux marchés, Jackson augmenta les budgets de la Navy et investit pour le dragage des ports, tout en pressant les gouvernements du monde entier pour obtenir davantage de droits commerciaux. Tous ses discours soulignaient la centralité du « commerce riche et prospère dans les mers lointaines » plutôt que les manufactures locales. En 1830, il s'empressa d'accepter une plus grande ouverture commerciale avec les Antilles britanniques, même si l'Empire maintenait certaines protections favorables aux îles caribéennes et aux Canadas³².

En résumé, nous pouvons dire que Jackson a renversé le modèle économique plus interventionniste qui a émergé des *hard times* de 1819-1822, tout d'abord sous les traits du *Relief* puis avec le *American System*. Il jura

d'appliquer les lois qui donnent à chaque individu «les fruits d'une industrie, d'une économie et d'une vertu supérieures», et de réduire le rôle du gouvernement dans la politique économique. Rejetant le principe d'une banque nationale ou d'une monnaie de papier nationale, Jackson revalorisa l'or afin qu'il circule davantage dans chaque État, et accorda aux pièces étrangères un cours légal. Il fit également de la réduction de la dette nationale une priorité. À la fin de 1834, il était enjoué d'annoncer que celle-ci était entièrement remboursée, un événement «prometteur de la richesse et de la prospérité qui découlera de la culture de [nos] ressources en pleine expansion». Le gouvernement national n'essayerait pas plus longtemps de développer l'économie nationale, se limitant à un rôle d'observateur impartial et de percepteur des dettes. C'est pour cette raison que Jackson insistait pour ouvrir un plus grand nombre de cours fédérales en même temps qu'il dénonçait le soutien fédéral aux investissements visant à améliorer les structures économiques du pays. Ce qui comptait à ses yeux était une application générale de la loi commerciale afin que les tyraniques familles de planteurs puissent bénéficier du libre-échange³³.

À en juger par leurs actes, les investisseurs ont beaucoup apprécié cette facette de Jackson. Ils avaient longtemps évité l'Union, imprévisible et démocratique, perçue comme un marché risqué, un endroit où le peuple souverain refusait parfois de payer ses dettes. Ainsi, durant les années 1820, les «capitalistes» britanniques préféraient les richesses des pays d'Amérique latine. Ils investissaient dans les mines, le transport, et même la pêche à la perle. Cependant, lorsqu'en 1827 ces nouvelles républiques firent défaut sur leurs obligations, l'investissement britannique se tourna vers le nord. Après tout, les États-Unis étaient devenus leur premier fournisseur de coton. Sous Jackson, le pays a démontré qu'il fera exécuter les contrats et obligera à rembourser les investissements, allant même jusqu'à considérer comme de «l'argent» la livre sterling plus que les billets de leur propre banque nationale. Confiants dans ce qu'un observateur anglais appela «la bonne foi du gouvernement des États-Unis» et de ses champs de coton «à la production inépuisable», les compagnies de Londres et de Liverpool commencèrent à investir dans les États américains et les entreprises commerciales américaines. Le commerce anglo-américain atteignit de nouveaux sommets. Les exportations américaines augmentèrent de 70% durant les deux présidences de Jackson, alors que les importations – très largement en provenance de la Grande-Bretagne – bondirent de 250%³⁴.

Pressés de se développer, mais incapables de bénéficier des fonds fédéraux nécessaires, des États comme la Pennsylvanie vendirent des bons pour leurs projets de canaux et de routes à péage. Ils les vendirent dans un premier temps sur le marché new-yorkais, puis à Londres. Les capitalistes

anglais achetèrent ces bons soit avec du numéraire, soit avec des billets payables dans une des métropoles. À partir de 1830, les États émirent également des bons afin de payer des chemins de fer, une technologie qui était bien plus développée en Angleterre et au Pays de Galles. Là encore, les investisseurs britanniques étaient majoritaires. Au milieu des années 1830, entre la moitié et les deux tiers des dettes des États étaient détenues par des capitalistes étrangers, en grande majorité britanniques, alors que les États-Unis accueillèrent près des trois cinquièmes de l'ensemble du capital britannique investi outre-mer. Les fonds britanniques garantis- saient également l'activité des banques dans le sud et l'ouest, désormais libérées du pouvoir de régulation de la BUS. Lorsqu'un gigantesque incendie détruisit 600 immeubles de Manhattan à la fin de l'année 1835, y compris le Merchants' Exchange sur Wall Street, les investisseurs britanniques contribuèrent aux coûts exorbitants des travaux de reconstruction. Le *Gentleman's Magazine* de Londres rapporta que les « Plans de reconstruction [...] et [les] modes d'emprunt des sommes qui y seront consacrées, sur des valeurs sûres, sont en train d'être établis³⁵ ».

New York a dû faire face à une menace bien plus insidieuse l'hiver suivant. Les investisseurs britanniques commencèrent à s'inquiéter des quantités d'or qu'ils envoyaient aux États-Unis, et des capacités de remboursement des exportateurs de coton. Ces peurs, combinées à une baisse des prix du coton, provoquèrent la faillite d'une grande entreprise commerciale de La Nouvelle-Orléans en mars 1837, au moment même où Jackson quittait son fauteuil présidentiel. Les rumeurs colportaient que Jackson en personne était ruiné; le vieil homme rétorqua qu'il avait toujours payé ses dettes et conseilla à son successeur, Martin Van Buren, d'appliquer une politique de la monnaie sonnante. Le nouveau président lui répondit en avril: « Vous ne pouvez imaginer l'état lamentable du marché des capitaux à New-York [...] la sécurité de l'important groupe de marchands importateurs, et peut-être de certaines des banques, dépendrait des prochains approvisionnements d'Angleterre ». Van Buren n'a jamais été aussi explicite pour admettre que les Américains étaient tout simplement aussi dépendants des crédits britanniques qu'en 1819, et peut-être même davantage, car ils n'avaient désormais plus de banque nationale. Les banqueroutes bancaires commencèrent à New York en mai, et à l'automne elles avaient ébranlé tous les territoires de l'Union. Profondément jacksonien, Van Buren refusa les nouveaux appels de *Relief*: « Chaque communauté est capable de demander abusivement l'intervention du gouvernement³⁶ ».

La nouvelle Panique et les Rébellions touchèrent les deux côtés de la frontière nord en 1837 et en 1838. Il est même difficile de distinguer ces deux événements. Il a été démontré que les *townships* du Haut-Canada touchés par la révolte étaient dominés par des colons venus des États-Unis

qui étaient, évidemment, désabusés par les marchés volatils et les titres de propriété précaires émis dans la République. Un grand nombre d'Américains qui prirent part à l'invasion de novembre 1838 étaient des travailleurs manuels, sans doute inactifs du fait des *hard times*. Comme Julien Mauduit le montre dans sa récente thèse de doctorat, les patriotes partageaient leurs idées avec les radicaux de New York qui dénonçaient la fraude des banques privées, de la BUS, et de l'ensemble du « système de papier-monnaie » contre le travail honnête. Certains prônaient l'abolition des banques commerciales et de la monnaie de papier. D'autres souhaitaient uniquement supprimer les chartes bancaires et la responsabilité limitée, ce qui aurait permis l'émergence d'un nouveau système « *free banking* » en même temps qu'une circulation importante d'or et d'argent. Ils ne défendaient cependant *pas* l'idée d'un contrôle direct de l'État sur le crédit et la monnaie comme le firent les partisans du *Relief* une décennie auparavant, car ils jugeaient que le gouvernement était un outil au service des privilèges et des monopoles, plutôt qu'au service de la protection de la propriété face aux créanciers³⁷.

C'est cette méfiance envers le gouvernement qui conduisit les patriotes canadiens à voir chez les Étatsuniens – particulièrement les jacksoniens – des amis et des alliés. Ce qu'ils ne pouvaient pas percevoir est la profonde différence entre les idées « antigouvernementales » au nord et au sud de la frontière. Alors que les idées jacksoniennes furent une réponse sur le long terme à l'élan *Relief*, soit un engagement profond pour le libre-échange, les attaques anti-britanniques d'une personne telle que MacKenzie reflétaient l'ancienne querelle contre la Couronne, tout d'abord en Écosse puis au Haut-Canada. La colère qu'il opposait à la Grande-Bretagne, ou plutôt à l'Angleterre, était l'une des facettes les plus cohérentes de son idéologie. Dans sa proposition de constitution pour l'État du Haut-Canada exposée en novembre 1837, il réclamait par exemple la saisie des réserves du clergé et de la Couronne pour en faire « la propriété de l'État ». Une autre partie du document affirmait que la propriété privée sous toutes ses formes était « toujours subordonnée au bien public » (il n'est pas étonnant de voir les patriotes et leurs soutiens américains chanter *La Marseillaise*). À d'autres occasions, MacKenzie s'exprimait davantage comme un partisan du libre-échange, et il s'enthousiasmait pour la libération commerciale plutôt que pour l'égalité sociale³⁸.

Cependant, pour de nombreux Haut-Canadiens, la Couronne était non seulement leur souverain légitime, mais également la source légale de leurs titres de propriété terrienne et de leur accès aux marchés. Cela explique pourquoi il n'y eut rien de semblable au mouvement *Relief* dans les deux Canadas durant les années 1820. Cela peut même aider à interpréter le sort du mouvement patriote des années 1830. Après tout, au-delà du pouvoir coercitif de l'armée britannique, les rebelles durent surmonter

L'hostilité et la méfiance des fermiers haut-canadiens et des marchands du Bas-Canada qui bénéficiaient du savant mélange de l'Empire d'une politique agraire conservatrice et d'un réformisme commercial libéral. Poussés hors des territoires britanniques, les patriotes ne trouvèrent pas de refuge dans les États républicains. Van Buren ne se contenta pas de dénoncer les sympathisants des patriotes en 1837 et en 1838, il répondit également favorablement à la demande des Britanniques d'utiliser le territoire frontalier entre le Maine et le Nouveau-Brunswick, dont le tracé faisait l'objet de désaccords, afin d'envoyer des troupes pour pacifier Montréal et sa région. Lorsque le conflit frontalier entre le Maine et le Nouveau-Brunswick ressurgit en 1838-1839, provoquant un bref mouvement de vente des bons américains à Londres, Van Buren et ses homologues britanniques intervinrent à nouveau pour préserver ce qu'ils considéraient tous comme une amitié vitale. MacKenzie fut suffisamment dégoûté pour écrire en 1846 un livre entier consacré à Van Buren³⁹.

Quant aux milliers d'États-Uniens qui ont soutenu les Rébellions durant les *hard times*, ils se sont éloignés de Van Buren au niveau électoral. Les Whigs prirent le pouvoir en 1840, notamment grâce à de remarquables gains tout le long de la frontière nord. La nouvelle administration s'organisa pour signer rapidement un nouveau traité avec les Britanniques, ce qui mit un terme au conflit frontalier et qui affermit la suprématie de la loi sur les citoyens. Les Démocrates préférèrent évoquer la suprématie blanche. Dans les années 1840, ils célébrèrent la descendance «anglo-saxonne» commune et glorifièrent la seule nation sur Terre digne de respect, *old England*. Abandonnés par les Démocrates et marginalisés par les Whigs, les patriotes ont rapidement été oubliés aux États-Unis. Comme un historien américain l'avoua à Papineau, les Canadiens n'étaient pas unis comme l'ont toujours été leurs voisins du sud. Les Canadiens ne possédaient pas une «passion nationale» suffisante. Même les citoyens qui furent capturés au Haut-Canada en 1838 puis exilés en Tasmanie ont été largement ignorés par une nation qui, pourtant, se vantait de venger chacun de ses concitoyens. Dans les années 1840, plusieurs d'entre eux ont écrit leurs mémoires afin de décrire leur supplice, concluant tristement que leur patriotisme n'existait plus dans un monde où les États-Unis et le Royaume-Uni étaient des alliés⁴⁰.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. William Lyon MacKenzie, cité par Julien Mauduit, «*Vrais républicains*» d'*Amérique: les patriotes canadiens en exil aux États-Unis (1837-1842)*, thèse de doctorat (histoire), UQAM, en cours, p. 260 (citation de MacKenzie) et p. 256-266; William J. Duane, *A Letter to a Friend*, 1838, p. 6. Pour un échantillon de l'importante historiographie sur les Rébellions canadiennes: Allan Greer, *The Patriots and the People: The Rebellion of 1837 in rural Lower Canada*, Toronto, University

- of Toronto Press, 1993; Jean-Paul Bernard, *Les Rébellions de 1837-1838: les patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*, Montréal, Boréal, 1983; Marc L. Harris, « The Meaning of Patriot: The Canadian Rebellion and American Republicanism », *Michigan Historical Review*, vol. 23, 1997, p. 33-69; Andrew Bonthuis, « The Patriot War of 1837-1838: Locofocoism with a Gun? », *Labour/Le Travail*, vol. 52, 2003, p. 9-43.
2. Martin Van Buren cité par Major L. Wilson, *The Presidency of Martin Van Buren*, Lawrence, University Press of Kansas, 1984, p. 159; Peter B. Porter à Henry Clay, 4 janvier 1841, dans Robert Seager II (dir.), *The Papers of Henry Clay: Volume 9: The Whig Leader, January 1, 1837 to December 31, 1843*, Lexington, University Press of Kentucky, 1988, p. 471; Willis Hall à Henry Clay, 14 décembre 1838, *ibid.*, p. 255; Samuel Watson, « United States Army Officers Fight the "Patriot War": Responses to Filibustering on the Canadian Border », *Journal of the Early Republic*, vol. 18, 1998, p. 485-518.
 3. Henry Clay à Peter B. Porter, 24 décembre 1837, dans Robert Seager II (dir.), *Papers of Henry Clay, op. cit.*, p. 113; « A Canadian Merchant », *A Letter on the Insurrection in Canada, to Edward Baines, Esq., M.P., January 8, 1838*, 1838, p. 15. Sur les émeutes dans la vie politique, lire David Grimsted, « Rioting in its Jacksonian Setting », *American Historical Review*, vol. 77, 1972, p. 361-397. Pour le voyage de Clay au Canada: Willis Hall à Henry Clay, 14 décembre 1838, dans Robert Seager II (dir.), *Papers of Henry Clay, op. cit.*, p. 255; Clay à Peter B. Porter, 14 mai 1839, dans *ibid.*, p. 313.
 4. Matthew Mason, « Keeping Up Appearances: The International Politics of Slave Trade Abolition in the 19th Century Atlantic World », *William and Mary Quarterly*, vol. 66, 2009, p. 809-832. La littérature sur la détente anglo-américaine est abondante: Howard Jones et Donald A. Rakestraw, *Prologue to Manifest Destiny: Anglo-American Relations in the 1840s*, Wilmington, Scholarly Resources, 1997; Kenneth Bourne, *Britain and the Balance of Power in North America, 1815-1908*, Berkeley, University of California Press, 1967; Duncan Andrew Campbell, *Unlikely Allies: America, Britain, and the Victorian Beginnings of the Special Relationship*, London, Hambledon Continuum, 2007.
 5. Les prix du coton sont tirés de Mathew Carey, *The Crisis*, 1823, p. 25-26. Sur le boom d'après-guerre, lire Robert M. Blackson, « Pennsylvania Banks and the Panic of 1819: A Reinterpretation », *Journal of the Early Republic*, vol. 9, 1989, p. 338, et Andrew Shankman, « "A New Thing on Earth": Alexander Hamilton, Pro-Manufacturing Republicans, and the Democratization of American Political Economy », *Journal of the Early Republic*, vol. 23, 2003, p. 344-345. Sur le rôle de Jackson dans la conquête des terres, voir Walter Johnson, *River of Dark Dreams: Slavery and Empire in the Cotton Kingdom*, Cambridge, Harvard University Press, 2013, p. 25-34, et Adam Rothman, *Slave Country: American Expansion and the Origins of the Deep South*, Cambridge, Harvard University Press, 2005. Sur l'accès à la propriété agraire aux États-Unis et au Canada: Reeve Huston, « Land Conflict and Labor Policy in the United States, 1785-1841 », dans Andrew Shankman (dir.), *The World of the Revolutionary American Republic*, New York, Routledge, 2014, p. 324-345; Alan Taylor, *The Civil War of 1812: American Citizens, British Subjects, Irish Rebels, and Indian Allies*, New York, Alfred A. Knopf, 2010, p. 45-72; Hans-Jürgen Grabbe, « Before the Great

- Tidal Waves: Patterns of TransAtlantic Migration at the Beginning of the Nineteenth Century», *Amerikastudien/American Studies*, vol. 42, 1997, p. 377-389; Paul Knapland, «Colonial Problems and Colonial Policy, 1815-1837», dans Holland Rose et al. (dir.), *Cambridge History of the British Empire. Volume II: The Growth of the New Empire, 1783-1870*, Cambridge, Cambridge University Press, 1940, p. 275-307.
6. Rapport de Pennsylvanie cité dans Mathew Carey, *The Crisis*, 1823, p. 50; *Id.*, *Essays on Political Economy: Or, The Most Certain Means of Promoting the Wealth, Power, Resources, and Happiness of Nations*, 1822, p. 259; *Id.*, *The New Olive Branch*, 1821. Sur les *hard times*, lire Samuel B. Hopkins du Genesee County Agricultural Society, cité dans Mathew Carey, *Address to the Farmers of the United States on the Ruinous Consequences of their Vital Interests of the Existing Policy of this Country*, Philadelphie, 1821, p. 12; Samuel Reznick, «The Depression of 1819-22, A Social History», *American Historical Review*, vol. 39, 1933, p. 28-47; Cathy Matson, «Mathew Carey's Learning Experience: Commerce, Manufacturing, and the Panic of 1819», *Early American Studies*, vol. 11, 2013, p. 455-485; Thomas H. Greer, «Economic and Social Effects of the Depression of 1819 in the Old Northwest», *Indiana Magazine of History*, vol. 44, 1948, p. 230; Murray N. Rothbard, *The Panic of 1819: Reactions and Policies*, New York, Columbia University Press, 1962.
 7. Thomas Hart Benton, *Thirty Years' View: Or, a History of the Working of the American Government for Thirty Years, from 1820 to 1850*, 2 vols., New York, D. Appleton and Co., 1872, vol. I, p. 6. Citations anti-Relief dans Murray N. Rothbard, *Panic of 1819, op. cit.*, p. 37-38. Lire aussi Michael O'Brien, *Conjectures of Order: Intellectual Life and the American South, 1810-1860*, 2 vols., Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004, vol. II, p. 799-816.
 8. William G. Leger, *The Administration of John Adair*, mémoire de maîtrise (histoire), University of Kentucky, 1951, p. 23 (citation) et p. 21-35; Messages du lieutenant-gouverneur et du gouverneur, 8 décembre 1818, *Journal of the House of Representatives of the Commonwealth of Kentucky*, Frankfort, 1819, p. 16-18; Murray N. Rothbard, *Panic of 1819, op. cit.*, p. 42-45; Sandra F. Van Burkledo, «"The Paws of Banks": The Origin and Significance of Kentucky's Decision to Tax Federal Bankers, 1818-1820», *Journal of the Early Republic*, vol. 9, 1989, p. 457-487.
 9. «Public Meeting», *St. Louis Enquirer*, 9 juin 1819; William G. Leger, *John Adair, op. cit.*, p. 13 et p. 37. Pour un aperçu de la *common law* en Amérique, lire James A. Henretta, «Magistrates, Common Law Lawyers, Legislators: The Three Legal Systems of British America», dans Michael Grossberg et Christopher Tomlins (dir.), *The Cambridge History of Law in America: Volume I, Early America (1580-1815)*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 555-592.
 10. William G. Leger, *John Adair, op. cit.*, p. 21-35; Murray N. Rothbard, *Panic of 1819, op. cit.*, p. 57-111; Sandra Frances Van Burkledo, «"That Our Pure Republican Principles Might Not Wither": Kentucky's Relief Crisis and the Pursuit of "Moral Justice," 1818-1826», thèse de doctorat (histoire), University of Minnesota, 1988.
 11. Grundy a exposé ses propositions le 21 septembre 1819 et elles ont monopolisé la session parlementaire. Le 2 novembre 1819, 11 membres ont voté pour

permettre aux détenteurs de billets de banque de poursuivre pénalement les actionnaires des banques sur leur propriété réelle et personnelle. Grundy s'est opposé à cette mesure. Lire le *Journal of the House of Representatives at the First Session of the Thirteenth General Assembly of the State of Tennessee*, Murfreesborough, 1819, p. 22-23, 131-133 et 236. Consulter également la *Nashville Gazette* du 10 novembre 1819. Pour la *stay law*: «An Act Regulating proceedings on Judgements and for other purposes», Chap. XIX, *Acts of a Public or General Nature, Passed at the First Session of the Thirteenth General Assembly of the State of Tennessee*, Nashville, 1819, p. 44-45. Pleasant M. Miller, du comté de Knox, a résisté contre toute forme de *Relief*, qu'elle soit favorable aux endettés ou aux squatteurs. Cependant, le 30 novembre 1819, il a présenté puis soutenu une proposition de la Pennsylvanie pour interdire au Congrès de légiférer sur les banques hors du District of Columbia, une attaque ouverte contre les succursales locales de la BUS. Lire le *Journal of the House*, *op. cit.*, p. 112, 236 et 298-299. Le nombre total de votes dans le comté de Davidson est passé de 2 179 en 1817, à 3 082 en 1819. L'augmentation de la population (29 % entre 1810 et 1820) a joué sur l'augmentation des votes, mais la mobilisation des électeurs était volatile. Il y a eu un pic en 1813, avec près de 3 000 votes, avant que ce chiffre ne chute jusqu'en 1817. Les votes ont ensuite augmenté de 31 % entre 1819 à 1821 avant de se stabiliser; voir *A New Nation Votes: American Election Returns, 1787-1825*, http://dl.tufts.edu/about/a_new_nation_votes.

12. [McMinn], Governor's Address to Special Session of General Assembly, 26 juin 1820, dans boîte 1, Governor's Papers: Joseph McMinn, 1815-1821, Tennessee State Library and Archives (ci-après TSLA), Nashville; Grand Jury, cité dans William Graham Sumner et al., *A History of Banking in all the Leading Nations: The United States*, 4 vols., New York, 1896, vol. I, p. 149. Le discours de McMinn en 1820 est également retranscrit dans le *Journal of the House of Representatives at the Second Session of the Thirteenth General Assembly of the State of Tennessee*, 1820, p. 6-17.
13. [Joseph McMinn], «Address to Fellow-Citizens», 18 septembre 1821, *Journal of the House of Representatives at the second session of the Fourteenth General Assembly*, p. 8 («economical»); [Joseph McMinn], «Governor's Address to Special Session of General Assembly», 26 juin 1820, dans TSLA («common destinies»). Pour la charte de la banque: «An Act to establish a Bank of the State of Tennessee», Chap. VII, *Acts of a Public or General Nature, Passed at the Second Session of the Thirteenth General Assembly of the State of Tennessee*, Nashville, 1820, p. 9-16. Lire également W.J. Hamilton, «The Relief Movement in Missouri, 1820-1822», *Missouri Historical Review*, vol. 22, 1927, p. 69-72 et p. 51-94.
14. William H. Crawford, «State of the Finances, Communicated to the Senate, on the 5th of December, 1820», *American State Papers: Finances*, vol. III, p. 551; «The Augusta Address», *St. Louis Enquirer*, 31 mai 1823 («judicious»); «An Act for the relief of the purchasers of public lands prior to the first day of July, eighteen hundred and twenty», 2 mars 1821, *Statutes of the United States: Sixteenth Congress, Second Session*, Chap. XII, p. 612-614. Lire également Hugh C. Bailey, «John W. Walker and the Land Laws of the 1820s», *Agricultural History*, vol. 32, 1958, p. 120-126.

15. Pour les lois *relief* dans les années 1780 et celles de 1807-1809: Allan Nevins, *The American States During and After the Revolution, 1775-1789*, New York, MacMillan Company, 1922, p. 336-337 et 571; «Assize of Bread», *National Intelligencer*, 4 janvier 1808 (article qui commente une proposition de *stay law* du Maryland); Augustin Smith Clayton, *A Compilation of the Laws of the State of Georgia, Passed by the Legislature Since the Political Year 1800, to the Year 1810, Inclusive*, 1812, p. 426-427, 447-448, et 534-535; «For the Carthage Gazette, etc.», *Carthage Gazette*, 13 février 1809; John Bach McMaster, *A History of the People of the United States, from the Revolution to the Civil War*, 8 vols., 1883-1913, vol. III, p. 416-417.
16. Andrew Jackson à Andrew Jackson Donelson, 8 février 1823, dans John Spencer Bassett (dir.), *Correspondence of Andrew Jackson*, Washington, D.C., 1928, vol. III, p. 187 («new fangled» et «social compact») et p. 186 («independent government»); Andrew Jackson à Andrew Jackson Donelson, 25 juillet 1822, dans Daniel Feller, Thomas Coens et Laura Eve-Moss (dir.), *Papers of Andrew Jackson: Volume V*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1980-2013, p. 206 («Demagogues» et «Despots»); Andrew Jackson à William Berkeley Lewis, 16 juillet 1820, dans Harold D. Moser, David R. Hoth, et George H. Hoemann (dir.), *Papers of Andrew Jackson: Volume IV, op. cit.*, p. 380 («as long as I live»). Sur les arguments religieux et la «sanctity» des dettes, lire en particulier Roger J. Fechner, «"The Sacredness of Public Credit": The American Revolution, Paper Currency, and John Witherspoon's *Essay on Money* (1786)», dans Daniel Carey et Christopher J. Finlay (dir.), *The Empire of Credit: The Financial Revolution in the British Atlantic World, 1688-1815*, Dublin, Irish Academic Press, 2011, p. 141-167.
17. «Tennessee Bank and Relief Law», *Niles' Weekly Register* (Baltimore), 2 septembre 1820 (texte du 22 juin 1820 retranscrit en intégralité, motion d'Andrew Jackson, Edward Ward, et al.). Sur les efforts anti-*Relief* de Jackson, lire également Murray N. Rothbard, *Panic of 1819, op. cit.*, 95-96, et pétition n° 61, 15 juillet 1820, dans *Tennessee Legislative Petitions, 1815-1817*, bobine 5, TSLA. Cette pétition du comté de Sumner, voisin de Davidson, est presque identique à celle de Jackson. Lire aussi: Charles Sellers, «Banking and Politics in Jackson's Tennessee», *The Mississippi Valley Historical Review*, vol. 41, 1954, p. 61-84; St. George Leakin Sioussat, «Some Phases of Tennessee Politics in the Jacksonian Period», *American Historical Review*, vol. 14, 1908, p. 61; William M. Gouge, *A Short History of Paper Money and Banking in the United States*, livre édité par Joseph Dorfman, New York, Augustus M. Kelley Publishers, 1968 [1833], p. 133-139. Sur l'importance de la section 10 de l'article I de la Constitution, voir Woody Holton, «Did Democracy Cause the Recession That Led to the Constitution?», *Journal of American History*, vol. 92, 2005, p. 442-469.
18. *Green vs. Biddle*, 21 U.S. 8 Wheat 1.1 (1823); journal cité dans Leland Hamilton Jenks, *The Migration of British Capital to 1875*, New York, 1963 [1927], 365 n; Sandra F. Van Burkleo, «"The Paws of Banks"», *loc. cit.*; Merrill D. Peterson, *The Great Triumvirate: Webster, Clay and Calhoun*, New York, Oxford University Press, 1987, p. 67. Lire également Saul Cornell et Gerald Leonard, «The Consolidation of the Early Federal System, 1791-1812», dans Michael Grossberg et

- Christopher Tomlins (dir.), *Cambridge History of Law*, *op. cit.*, p. 518-554, en particulier p. 539-545.
19. Pleasant M. Miller à Andrew Jackson, 9 août 1829, dans *Andrew Jackson Papers*, Library of Congress (Washington), Series 1, bobine n° 29 (Jackson a écrit à Miller le 3 août, mais je n'ai pas pu retrouver cette lettre); *Townsend vs. Townsend and Others*, Peck 1, 7 Tenn. 1, 1821, la copie originale est au Tennessee Judicial Museum de Nashville. Miller était soit l'avocat soit le garant de Taylor Townsend. Voir «Bond agreement», 28 mai 1819, Taylor Townsend et Pleasant M. Miller, «James Townsend et als. vs. Taylor Townsend», Supreme Court Records, East Tennessee, boîte 58, TSLA.
 20. *Blair, Ingles, and Barr vs. Williams*, 4 Litt. 34, Court of Appeals of Kentucky, 8 octobre 1823 («strict justice» et «bands of civil society»); *Lapsley vs. Brashears and Barr*, 4 Litt. 47, Court of Appeals of Kentucky, 11 octobre 1823 («welfare of the community» et «international law»); «Opinion of Judge Mills, in the Two Proceeding Cases», *Lapsley vs. Brashears and Barr*, 4 Litt. 47, Court of Appeals of Kentucky, 11 octobre 1823.
 21. Journal de 1822 cité dans W. J. Hamilton, «Relief Movement in Missouri», *loc. cit.*, p. 80; *Argus of Western America* (Frankfort, Kentucky), 22 octobre 1823 («Is there an Englishmen?» et «sovereignty»); «The Appeal of "Common Sense" ... n° V», *Argus of Western America*, 24 mars 1824 («man is a social being» and «justice and mercy», italiques dans l'original).
 22. Murray N. Rothbard, *Panic of 1819*, *op. cit.*, p. 109 (feux de camp); *Providence Gazette*, «By the Mails», 17 août 1822, réimpression d'un journal du Kentucky dont le titre original est «Manufactures of Ohio». Voir aussi le *Richmond Enquirer*, «The Times», du 6 janvier 1821, qui soutient que la «misplaced kindness» des *stay laws* était «warring with the very elements of the social convention».
 23. Timothy Flint, «A Condensed Geography and History of the Western States, or the Mississippi Valley», dans Harlow Lindley (dir.), *Indiana as Seen by Early Travelers*, Indianapolis, 1916 [1828], p. 440 («American character»), p. 462 («spurious banks» and «temporizing expedients»), et p. 442-462. Sur l'ostracisation des banques publiques durant les années 1820, voir Robert P. Howard, *Illinois: A History of the Prairie State*, Grand Rapids, William B. Eardmans Publishing Co., 1972, p. 120-25; Perry McCandless, *History of Missouri*, Columbia, University of Missouri Press, 1972, vol. II, p. 27-28.
 24. «Hero of New Orleans», *Niles' Weekly Register*, 3 août 1822. Sur le retour de Jackson en politique et le rôle discret, mais important, joué par Miller, lire Mark R. Cheatham, *Andrew Jackson, Southerner*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2013, p. 99-100, et Frances Clifton, «John Overton as Andrew Jackson's Friend», *Tennessee Historical Quarterly*, vol. 11, 1952, p. 28-29. Sur les *leaders* du mouvement *Relief* au Kentucky et le bastion politique de Jackson, voir Lynn L. Marshall, «The Genesis of Grass-Roots Democracy in Kentucky», *Mid-America*, vol. 47, 1965, p. 273-281, et Donald B. Cole, *Vindicating Andrew Jackson: The 1828 Election and the Rise of the Two-Party System*, Lawrence, University Press of Kansas, 2009, p. 190 et 120-129.
 25. Andrew Jackson, cité dans Jon Meacham, *American Lion: Andrew Jackson in the White House*, New York, Random House Trade Paperbacks, 2008, p. 44 («Judas»).

- Lire également James F. Hopkins, « The Election of 1824 », dans A.M. Schlesinger Jr. et Fred L. Israel (dir.), *History of American Presidential Elections, 1789-1968*, 4 vols., New York, Chelsea House Publishers, 1971, vol. I, p. 349-409, et Donald J. Ratcliffe, « Popular Preferences in the Presidential Election of 1824 », *Journal of the Early Republic*, vol. 34, 2014, p. 71, 73 et 45-78.
26. James L. Huston, « Virtue Besieged: Virtue, Equality, and the General Welfare in the Tariff Debates of the 1820s », *Journal of the Early Republic*, vol. 14, 1994, p. 523-547; Daniel Peart, « Looking Beyond Parties and Elections: The Making of United States Tariff Policy during the Early 1820s », *Journal of the Early Republic*, vol. 33, 2013, p. 87-108.
 27. Byron G. Lander, « Missouri and the Presidential Election of 1828 », *Missouri Historical Review*, vol. 71, 1977, p. 433; Richard I. Shelling, « Philadelphia and the Agitation in 1825 for the Pennsylvania Canal », *Pennsylvania Magazine of History and Biography*, vol. 62, 1938, p. 175-204. Lire aussi Merrill D. Peterson, *The Great Triumvirate*, *op. cit.*
 28. John Taylor, *Negro Emancipation and West India Independence, the True Interest of Great Britain*, Londres, 1824, p. 8-10; « Canadian Merchant », *Letter on the Insurrection*, *op. cit.*, p. 13-14; C.R. Fay, « The Movement towards Free Trade, 1820-1853 », dans Holland Rose (dir.), *Cambridge History*, *op. cit.*, p. 388-414.
 29. « Agricultural », *American Beacon and Norfolk and Portsmouth Daily*, 28 janvier 1820; William Branch Giles à Andrew Jackson, 22 octobre 1829, dans *Papers of Andrew Jackson*, *op. cit.*, vol. VII, p. 504; Andrew Jackson à William Branch Giles, 21 novembre 1829, *ibid.*, vol. IX, p. 566; Kevin R. Gutzman, « Preserving the Patrimony: William Branch Giles and Virginia versus the Federal Tariff », *Virginia Magazine of History and Bibliography*, vol. 104, 1996, p. 341-372; Walter Johnson, *River of Dark Dreams*, *op. cit.* Pour le boom de 1825, voir Alexander Trotter, *Observations on the Financial Position and Credit of such of the States of the North American Union as have Contracted Public Debts*, Londres, 1839, p. 400.
 30. [Brutus], *The Crisis: Or Essays on the Usurpations of the Federal Government*, 1827, p. 115, 155 et 159. Sur l'importance de l'essai du planteur et avocat Robert J. Turnbull, voir Edward B. Rugemer, « The Southern Response to British Abolitionism: The Maturation of Pro-Slavery Apologetics », *Journal of Southern History*, vol. 70, 2004, p. 221-248, et Robert James Krohn, « Antebellum South Carolina Reconsidered: The Libertarian World of Robert J. Turnbull », *Journal of the Historical Society*, vol. 9, 2009, p. 129-154.
 31. Andrew Jackson à Martin Van Buren, 25 janvier 1833, Bassett, dans *Correspondence*, *op. cit.*, vol. V, p. 12 (« repleven » and « demagogues and politicians »); Jackson à Joel R. Poinsett, 24 janvier 1833, dans *ibid.*, vol. V, p. 12 (« execute »); Lynn L. Marshall, « The Authorship of Jackson's Bank Veto Message », *Mississippi Valley Historical Review*, vol. 50, 1963, p. 469; « President Jackson's Veto Message Regarding the Bank of the United States, July 10, 1832 », accessible sur : http://avalon.law.yale.edu/19th_century/ajve-to01.asp. Sur le conflit de Jackson avec la BUS, lire Robert V. Remini, *Andrew Jackson and the Bank War*, New York, W. W. Norton & co., 1967, et Lynn L. Marshall, « Authorship », *loc. cit.*, p. 469 (citation telle que rapportée par Amos Kendall) et p. 466-477.

32. Andrew Jackson cité dans Daniel Walker Howe, *What Hath God Wrought: The Transformation of America, 1815-1848*, New York, Oxford University Press, 2007, p. 361; Carlton Jackson, «The Internal Improvement Vetoes of Andrew Jackson», *Tennessee Historical Review*, vol. 25, 1966, p. 261-279; Lacy K. Ford, «Republican Ideology in a Slave Society: The Political Economy of John C. Calhoun», *Journal of Southern History*, vol. 54, 1988, p. 405-424; *The American Annual Register for the Year 1830-1831*, Boston, 1832, p. 43-44.
33. «President Jackson's Veto Message Regarding the Bank of the United States, July 10, 1832», accessible sur : http://avalon.law.yale.edu/19th_century/aj-vetoo1.asp; [Andrew Jackson], «Sixth Annual Message to Congress», 1^{er} décembre 1834, accessible sur *ibid.*. Consulter également Daniel Walker Howe, *What Hath God Wrought*, *op. cit.*, p. 331-334; Harry L. Watson, *Liberty and Power: The Politics of Jacksonian America*, New York, Hill and Wang, 1990, p. 132-171; et Lynn L. Marshall, «Authorship», *loc. cit.*, p. 469 et 466-477.
34. Alexander Troller, *Observations*, *op. cit.*, p. 5n et p. 21; J. Fred Rippy, «Latin America and the British Investment Boom of the 1820s», *Journal of Modern History*, vol. 19, 1947, p. 122-129. Les chiffres sur les exportations et les importations sont disponibles dans Daniel Walker Howe, *What Hath God Wrought*, *op. cit.*, p. 363.
35. «America», *The Gentleman's Magazine*, vol. 5, 1836, p. 196; Dorothy R. Adler, *British Investment in American Railways, 1834-1898*, édité par Muriel E. Hidy, Charlottesville, University of Virginia Press, 1970, notamment p. 9-10; Leland Hamilton Jenks, *Migration of British Capital*, *op. cit.*, p. 65-98; Peter Temin, «The Economic Consequences of the Bank War», *Journal of Political Economy*, vol. 76, 1968, p. 263 et p. 257-274; Namsuk Kim et John Joseph Wallis, «The Market for American State Government Bonds in Britain and the United States, 1830-43», *Economic History Review*, vol. 58, 2005, p. 736-754. Sur le feu de 1835, lire Jessica M. Lepler, *The Many Panics of 1837: People, Politics, and the Creation of a Transatlantic Financial Crisis*, New York, Cambridge University Press, 2013.
36. Martin Van Buren à Andrew Jackson, 24 avril 1837, dans John Spencer Bassett (dir.), *Correspondence*, *op. cit.*, vol. V, p. 479; Van Buren cité dans Harry L. Watson, *Liberty and Power*, *op. cit.*, p. 207. Consulter également Jessica M. Lepler, *Many Panics*, *op. cit.*; et Alastair Roberts, *America's First Great Depression: Economic Crisis and Political Disorder after the Panic of 1837*, Ithaca, Cornell University Press, 2012.
37. Andrew Bonthius, «Patriot War», *loc. cit.*, p. 20-23; Colin Read, *The Rising in Western Upper Canada, 1837-8. The Duncombe Revolt and After*, Toronto, University of Toronto Press, 1982, p. 6; Samuel Watson, «Army Officers», *loc. cit.*, p. 501n; Julien Mauduit, «Vrais Républicains», *op. cit.*; Sean Wilentz, *Chants Democratic: New York City and the Rise of the American Working Class*, New York, Oxford University Press, 1984.
38. Andrew Bonthius, «Patriot War», *loc. cit.*, p. 27 (citation de MacKenzie) et p. 13 (*La Marseillaise*); Alexandre Trotter, *Observations*, *op. cit.*, p. 387-388; Peter Berresford Ellis and Seumas Mac A' Ghobhainn, *The Scottish Insurrection of 1820*, Edinburgh, Golancz, 1970, p. 293; F. H. Armstrong, «Reformer as Capitalist: William Lyon MacKenzie and the Printers' Strike of 1836», *Ontario History*, vol. 59, 1967, p. 186-196.

39. Andrew Bonthius, «Patriot War», *loc. cit.*, p. 10-11; Samuel Watson, «Army Officers», *loc. cit.*; Alexandre Trotter, *Observations, op. cit.*, p. 387-388; Leland Hamilton Jenks, *Migration of British Capital, op. cit.*, p. 366n-367n (sur le Maine et les bons); William L. MacKenzie, *The Life and Times of Martin Van Buren*, Boston, 1846. Je remercie Julien Mauduit de m'avoir fait connaître ce livre fascinant.
40. Peter Marshall, «George Bancroft on the Canadian Rebellions and the American Revolution», *New England Quarterly*, vol. 63, 1990, p. 306-307; Julien Mauduit, «The Canadian Rebellion, the "True" Republicans, and the Election of 1840: A Connected Political History of North America», présentation au McNeil Center, University of Pennsylvania, octobre 2016; Reginald Horsman, *Race and Manifest Destiny: The Origins of American Anglo-Saxonism*, Cambridge, Harvard University Press, 1981.